Postes adaptés (PACD, PALD)
Pour le 4 décembre
circulaire IA dans les écoles

Concours interne PE
inscriptions :
du 10/09 au 20/10

Liste d'aptitude direction
Dépôt des candidatures à l'IEN pour le 19/10

Commission nationale décentralisée des retraités SNUipp
Lundi 19 et mardi 20/10
à la Bourse du Travail

Permutations informatisées
Parution du BO le 05/11

Stage Nouveaux dans le métier
Jeudi 19 novembre
de 9 h à 16 h 30
à la Bourse du Travail
Ouvert aux T1, T2, T3
http://69.snuipp.fr/spip.php?article693
Inscrivez-vous avant le 19 octobre !

Attention, un **"POUR"** spécial congrès est arrivé au domicile des syndiqués. Il contient les textes vous permettant de vous prononcer **sur l'orientation de la FSU dans les années à venir.** ***Gardez et lisez précieusement ce bulletin : le vote aura lieu du 5 au 26 novembre.***

snuipp rhône informations

n° 7 - 09/10/2009
prix : 0,15 €

Réunions de secteur

GIVORS - GRIGNY	Mardi 13/10 - 12 h	Ecole Elem. Gabriel Péri - Givors
MIONS / ST-PRIEST	Jeudi 22/10 - 17 h 45	Ecole R Cassin- St Pierre Chandieu
NEUVILLE	Mardi 20/10 - 18 h	Ecole Elem. du Centre
RILLIEUX	Mardi 20/10 - 12 h	Ecole les Allagniers
VAULX EN VELIN	Mardi 13/10 -17 h 30	Ecole Elem Mistral
VENISSIEUX	Jeudi 15/10 - 11 h45	Ecole mat. du Centre
VILLEFRANCHE/BOIS D'OINGT	Mardi 20/10 - 18 h	Ecole élém. Bois d'Oingt
VILLEURBANNE	Lundi 19/10 - 18h	Ecole mat. A. France

*Par ailleurs, le SNUipp organisera encore **deux vagues de Réunions d'Informations Syndicales en décembre et au printemps**. Conformément à la circulaire académique, vous pouvez déduire 6 heures de RIS, des animations pédagogiques ou de la journée de solidarité.*

Manifestation des retraités

à l'appel de la FSU - UCR -CFDT - CGT
CFE - CGC - UNSA et FGR

Vendredi 16 octobre 2009
à 14 h 30

de la place des Cordeliers à la Préfecture dans le cadre de la journée nationale de mobilisation des retraités

édito

Oui, la Poste doit rester un Service Public !
Plus de 2 millions de participants à la grande votation pour La Poste Service Public. Une écrasante majorité (plus de 90%) s'est prononcée contre son changement de statut. Sur le Rhône, près de 40 000 personnes se sont exprimées dans 200 lieux de vote.
Une mobilisation sans précédent qui doit être entendue et traduite en actes par le gouvernement, notamment par le retrait du projet actuel de changement de statut de La Poste, et l'organisation d'un véritable référendum sur l'avenir de celle-ci, comme le réclame la population dans plusieurs études d'opinion, et comme le permet la loi.
C'est un message fort d'attachement aux Services Publics en général, qui conforte de manière incontournable tout ce qui s'exprime depuis des années en ce sens.
Les militants du SNUipp et de la FSU ont pris toute leur place dans cette mobilisation contre la privatisation de La Poste, en organisant le vote ou en s'exprimant. Cette action montre combien l'unité des usagers, des organisations syndicales et politiques, des associations, permet de franchir un cap. Ce succès est de nature à renforcer nos propres mobilisations pour le Service Public d'Education, particulièrement en cette période de vote d'un budget catastrophique. C'est entre autres cette nécessité de favoriser une politique en faveur de l'emploi privé comme public qu'ont réclamée les 3 000 manifestants dans les rues de Lyon, ce samedi 7 octobre.

Bernard Bagaggia
Secrétaire Départemental adjoint

Bulletin d'information des syndiqué(e)s de la section du Rhône du SNUipp.FSU
12 rue de la Tourette, 69001 Lyon tél : 04 78 27 41 50 fax : 04 78 30 06 62 Courriel : snu69@snuipp.fr

Pas de bébé à la consigne

Pour améliorer et développer les modes d'accueil et la scolarisation des jeunes enfants

Les mesures et projets gouvernementaux concernant les modes d'accueil des jeunes enfants ainsi que l'école maternelle convergent, en dépit des annonces ministérielles, vers une dégradation des dispositifs existants. Ils remettent ainsi en cause la qualité de l'accueil nécessaire pour répondre aux attentes des familles et aux besoins fondamentaux des enfants. Membres du collectif à l'initiative de la pétition nationale « Pas de bébés à la consigne » en avril 2009, une trentaine d'organisations syndicales et associatives souhaitent poursuivre une campagne de sensibilisation et de mobilisation pour améliorer et développer les modes d'accueil et la scolarisation des jeunes enfants. Conférence de presse nationale le 30 septembre, réalisation d'un 4 pages informatif, journée nationale de mobilisation le 17 novembre...

A différents échelons du territoire, les projets du gouvernement sur la petite enfance et la scolarisation en maternelle peuvent venir percuter les fonctionnements des établissements ou remettre en cause la qualité de l'accueil des jeunes enfants. Nous le vivons quotidiennement dans les écoles avec l'effondrement du taux de scolarisation des moins de 3 ans. Dans le cadre de cette action collective nationale, nous devrons poursuivre les actions de l'an dernier qui ont rappelé avec force et justesse, les enjeux de l'accès à une scolarisation précoce. **Il est important que nous débattions de ce point. A noter dans les agendas : un Conseil Syndical technique sera organisé le LUNDI 23 NOVEMBRE. Modalités de participation dans le prochain bulletin.**

Budget 2010 : la purge continue !

Quelques éléments du projet de budget 2010 :

• Fermeture de postes Education nationale :
- 16 000.

Ces fermetures se composent :

▶ - 18 202 suppressions de postes stagiaires en IUFM (conséquences de la mastérisation).

▶ - 600 suppressions de postes administratifs.

▶ + 2 658 créations de postes premier degré.

Les créations sont dues à l'évolution démographique et à la compensation des stages filés assurés par les actuels PE2 (7 000 + 2 000 LC).

▶ + 144 créations de postes second degré en zones difficiles.

Les fermetures de postes stagiaires se décomposent ainsi :

▶ - 9 182 1er degré : liées à la suppression de l'année de PE2 (7 000 postes concours + 2 000 LC).

▶ - 7 144 : 2e degré et - 1 876 enseignement privé.

La suppression de - de 20% (taux habituel) dans le privé s'expliquerait par le moindre nombre de stagiaires dans le privé par rapport au public (différents modes de recrutement) d'après le ministère.

• Handicap : 292 M€ avec l'objectif de 2000 UPI en 2010 (création de 200) et d'accueillir 10 000 élèves supplémentaires dans le premier et le second degré.

• EVS : aux 5 000 EVS-i à la rentrée devraient s'ajouter 5 000 EVS « généralistes » dans le cadre du plan de relance.

Chaque enseignant le sait : derrière les chiffres, se cachent la réalité et le quotidien des écoles... de telles restrictions entraineront inévitablement l'accélération de la chasse aux postes lors de la carte scolaire, de la suppression de postes d'enseignants qui ne sont pas directement devant une classe (RASED, remplaçants...). Naturellement, ce budget catastrophique n'est pas une fatalité : avec l'aide des parents auxquels les conséquences de tels choix doivent concrètement expliquées, nos mobilisations pourront permettre de salutaires améliorations !

Le feuilleton de l'automne : revalorise-moi !

Sur fond de crise, la question du pouvoir d'achat est une préoccupation de plus en plus forte pour les enseignants des écoles. Le ministre du Budget et de la Fonction publique Eric Woerth a été contraint de reconnaître mardi 1er septembre que le salaire moyen d'un enseignant était "assez faible".

Pourtant le gouvernement a su trouver des crédits pour sauver les banques, comme il a su distribuer de l'argent aux plus riches avec le bouclier fiscal, mais il refuse toute mesure permettant de rattraper le pouvoir d'achat que nous perdons depuis de longues années (9% depuis 2000).

Pire, il persiste et revendique une politique salariale consistant à ne pas augmenter le point d'indice autant que les prix, ce qui a pour effet de laisser se dégrader la situation salariale des personnels.

Le « travailler plus pour gagner plus » au travers des heures supplémentaires aggrave le chômage et les conditions de travail et laisse à l'écart une majorité de salariés ; ces mesures ne concernent que certaines catégories de personnels. C'est aussi, en ligne de mire, la volonté de mettre en place une rémunération prenant en compte les « résultats »(le mérite ?).

A l'opposé de cette politique de régression salariale, les personnels doivent pouvoir entrer dans le métier à un niveau de salaire décent, voir leur pouvoir d'achat garanti, bénéficier d'une véritable carrière... Pour le SNUipp, la revalorisation des personnels proposée par L. Chatel, concerne bien évidemment les débuts de carrière mais elle se pose pour tous les collègues, à toutes les étapes de leur carrière.

La banque partenaire des associations

Crédit Mutuel Enseignant
www.creditmutuel.fr

Crédit Mutuel Enseignant du Sud-Est
179 avenue Jean Jaurès
69366 LYONCEDEX 07

Tél. : 0 820 380 341 Fax : 04 37 65 44 71
E-mail : 07390@cmse.credimutuel.fr

Je suis intéressé(e) par les services du CME
Retournez ce bulletin, le CME vous contactera

NOM : ..... Téléphone : .....

Adresse : .....

Sommaire

page 1
Edito
Réunions de secteurs
Manifestation des retraités

page 2
Pas de bébé à la consigne
Budget 2010 : la purge continue !
Les feuilletons de l'automne...

Actualités, mouvement, carte scolaire, promotions, ... toutes les infos sur internet

http://69.snuipp.fr

Le bulletin SNUipp Rhône Informations est un outil d'information et de communication en direction des écoles du département du Rhône. Faites-le circuler ou affichez-le.

Participent à sa rédaction :
Bernard BAGAGGIA
Anne BOTTEON
Claude BRUSAPORCO
Christian DOMAS
Rosario ELIA
Marie-Jeanne GARNIER
Benjamin GRANDENER
Fabien GRENOUILLET
Emmanuel GUICHARDAZ
Rita JEDYNAK
Fabienne LOREAU
Patrick LABALME
Octavie LASNE
Delphine MORAND-DUMARSKI
Françoise MOULINIER
Jacques NEYRAUD
Mireille PELOUX
Evelyne PERRIN
Laurent SERVONNET

SNUipp Rhône Informations
Bulletin hebdomadaire d'information du SNUipp Rhône
BP 4583 69244 LYON cedex 04
Tél : 04 78 27 41 50
snu69@snuipp.fr
Imprimé par l'association École libérée
Directeur de publication : Bernard BAGAGGIA
CPPAP : 0610 S 07361
ISSN : 1248-2927

Tirage à 3000 exemplaires